



analyse

Par **Christophe-Alexandre Paillard**, haut fonctionnaire, maître de conférences à Sciences Po Paris et à Sciences Po Lille et chercheur associé de l'Université Bernardo O'Higgins (UBO, Santiago, Chili)⁽¹⁾.

Photo ci-dessus :

Le 8 avril 2022, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen est à Boutcha en Ukraine pour observer les ravages de la guerre. Alors que l'Europe ne peut plus se vanter d'être le continent de la paix depuis le 24 février 2022, l'Union européenne doit depuis apprendre à vivre au rythme d'un affrontement durable avec la Russie, qui révèle les vulnérabilités de l'UE et lui pose de nombreux défis de souveraineté et de défense — énergétique, politique et migratoire. (© AFP/Sergei Supinsky)



La crise ukrainienne met-elle l'Union européenne et ses membres au pied du mur ?

Si la guerre qui se déroule en Ukraine a et aura de multiples conséquences à court, moyen et long terme sur les relations stratégiques et économiques internationales — et pas seulement pour l'Union européenne et ses États membres —, ce conflit a aussi servi de révélateur à tout ce qui ne fonctionnait pas ou plus entre la France et l'Allemagne, contrairement à l'idée reçue selon laquelle la guerre en Ukraine contribuerait à renforcer les liens entre États européens et à faire avancer l'Europe vers plus d'intégration et de cohésion.

Le 24 février 2022, la Russie a lancé une offensive militaire à l'encontre de l'Ukraine. Cette attaque est survenue trois jours après la reconnaissance de l'indépendance des territoires séparatistes pro-russes du Donbass par Vladimir Poutine. Cette invasion a été unanimement condamnée par les États membres et les institutions de l'Union européenne qui ont pris de multiples sanctions contre la Russie. Elle s'inscrit dans la continuité de l'annexion de la Crimée en mars 2014 et de la création de deux républiques séparatistes, les provinces de Donetsk et de Lougansk, qui forment la région industrielle du Donbass. Ces deux territoires se sont autoproclamés « républiques populaires

indépendantes », respectivement le 7 et le 27 avril 2014 et sont *de facto* des protectorats russes. Les axes d'opération développés par l'armée russe depuis fin mars 2022 visent clairement à relier ces différents territoires, expliquant l'acharnement spécifique sur la ville de Marioupol qui est au milieu de ces régions contrôlées par la Russie depuis 2014. Cette guerre est peut-être le terrain d'apprentissage d'un futur conflit de plus grande envergure, un peu comme la guerre d'Espagne le fut pour la Seconde Guerre mondiale en matière de tactiques et de doctrine d'emploi des équipements militaires. Cette crise a aussi fait prendre conscience à de nombreux pays européens, et en particulier à l'Allemagne, des limites d'une



politique internationale basée sur la cordialité et le pacifisme. Ce dernier pays a d'ailleurs annoncé créer un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser son armée.

Il est probable que l'Union européenne ne sorte pas particulièrement renforcée de cette crise, ce qui n'est pas un phénomène nouveau au vu du bilan des crises passées de ces vingt dernières années. La guerre a ramené les pays européens aux principes de base du réalisme dans les relations internationales, en signant le grand retour des théories géopolitiques sur le Rimland et le Heartland (2), un monde où l'Europe n'est qu'une marche de la grande puissance atlantique que restent les États-Unis, face à deux adversaires résolus, la Russie et surtout la Chine.

UE : repenser sa vision de la sécurité

Au premier rang des préoccupations majeures de cette crise pour les États européens figure l'énergie. Pour de nombreux États européens, la menace de perdre l'accès à l'énergie russe est majeure car l'Union européenne importe 40 % de son gaz naturel de Russie, en plus de sa dépendance relative au pétrole, aux bois et aux métaux russes. De nombreux États européens ont des liens commerciaux et d'investissement très importants avec les marchés russes, au premier rang desquels figure l'Allemagne, qui a porté des projets structurants, comme le gazoduc sous-marin *Nord Stream*, qui amène le gaz de Carélie russe jusqu'aux côtes de l'Allemagne orientale.

“ Il est probable que l'Union européenne ne sorte pas particulièrement renforcée de cette crise, ce qui n'est pas un phénomène nouveau au vu du bilan des crises passées de ces vingt dernières années. ”

Cette question énergétique, thème majeur de discordes entre Européens, est revenue au cœur de tous les débats politiques et économiques avec les multiples tergiversations autour des approvisionnements en gaz et en pétrole russes des pays européens. Comme pour les questions de défense et d'armement, l'Allemagne porte une très lourde part de responsabilité dans le marasme intellectuel européen sur ces questions. Le retrait unilatéral allemand du nucléaire civil en 2011, alors qu'il existait un partenariat de longue date avec la France — sans aucune concertation avec ses partenaires — et ces renoncements multiples face aux intérêts gaziers et pétroliers russes, pour prix de l'abandon du nucléaire civil, ne sont pas sans avoir influencé l'orientation prise par la crise ukrainienne (3). L'opinion publique et la classe politique allemandes commencent d'ailleurs à demander des comptes, même timidement, sur le vrai bilan d'Angela Merkel en matière de relations avec la Russie et d'affaiblissement des intérêts européens.

La publication, le 25 avril 2022, du rapport sur les liens entre métaux stratégiques, métaux critiques et transition énergétique d'Eurométaux (4) — l'association européenne des producteurs de métaux — est aussi venue rappeler que l'Union européenne

avait besoin, pour ses technologies liées à la transition énergétique comme pour toutes ses autres industries, de matières premières exploitables à un coût économiquement raisonnable. Mais, ces ressources n'existent pas aujourd'hui sur les territoires de ses États membres, ou, du moins, ne sont pas connues ou pas exploitables au vu de la faiblesse de l'industrie minière de ce continent. La Grèce, la Finlande, la Suède et l'Espagne maintiennent des productions de métaux utiles aux industries européennes, mais la palette exploitée n'est ni suffisamment large ni suffisante pour faire face aux besoins européens. Il faut donc se tourner vers le monde extérieur et il n'existe en réalité qu'une quinzaine de pays à travers le monde qui disposent de ressources minières permettant de couvrir les besoins en métaux contemporains, au premier rang desquels se trouve la Russie, à supposer toutefois que la demande mondiale ne s'emballe pas. Au vu des besoins mondiaux en lithium, en cuivre, en terres rares, en molybdène, ou en niobium, pour ne citer que ces métaux, la Russie, tout comme l'Ukraine ou le Kazakhstan d'ailleurs, faisait partie de ces pays qui étaient *de facto* des partenaires naturels de l'Union européenne. Au moins à court et à moyen termes, cette perspective a volé en éclats avec une Russie sous embargo et certainement peu encline à renouer le dialogue sur un sujet où elle dispose de multiples clients potentiels, la Chine et l'Inde au premier chef. La guerre en Ukraine ne fera donc que plus encore précipiter la Russie dans les bras de la Chine, politique que craignait pourtant au plus haut point Vladimir Poutine qui souhaitait conserver un équilibre entre ses intérêts à l'ouest et à l'est.

La France, comme tous les États membres de l'Union européenne, devra donc s'attacher à revoir sa pensée stratégique et industrielle. Cela implique de revoir très clairement la sécurité de nos territoires — un concept mis en valeur du 29 au 31 mai 2018 lors des premières Assises de la sécurité globale des territoires de Lyon (5) sur des thématiques aussi diverses que la protection des intérêts industriels et technologiques des régions françaises, la diffusion de technologies liées à la transition énergétique et tous les thèmes qui visent à réduire l'état

Photo ci-dessous :

Alors que l'Union européenne souhaite réduire progressivement sa dépendance énergétique à Moscou, la Hongrie continuait à bloquer, début mai, un accord des 27 sur l'arrêt des importations d'hydrocarbures russes. Les négociations entre les États membres n'ont pas abouti malgré les propositions de dérogations pour la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque (particulièrement dépendantes de l'approvisionnement russe), amenant d'autres pays (Bulgarie, Grèce, Chypre, Malte) à faire valoir leurs propres difficultés. Côté allemand, si Berlin se dit prête à se passer de charbon et de pétrole russe d'ici fin 2022, le processus s'annonce plus complexe pour le gaz. (© Shutterstock)





Photo ci-dessous :

Le 9 mai 2022, Emmanuel Macron, fraîchement réélu pour un second mandat, est reçu à Berlin par le chancelier Olaf Scholz pour souligner l'importance de l'amitié franco-allemande. Ce dernier s'est notamment dit intéressé par le projet de créer une « communauté politique européenne » proposé la veille par le président français devant le Parlement européen et qui serait susceptible d'accueillir des pays comme l'Ukraine ou le Royaume-Uni. (© Xinhua)

d'extrême faiblesse industrielle de la France que la crise de la Covid-19 et la guerre en Ukraine n'ont fait que révéler au plus grand nombre. Et parmi les questions les plus brûlantes figure celle de la relation de la France avec l'Allemagne, particulièrement mise à mal ces dernières années et plus encore depuis le déclenchement de la crise ukrainienne.

Le couple franco-allemand, grand perdant de cette crise ?

Les quinze dernières années qui se sont écoulées ont été marquées par l'émergence de difficultés multiples entre la France et l'Allemagne, peu perçues par les opinions publiques tant la méconnaissance des deux pays l'un pour l'autre est devenue profonde, alors que la relation bilatérale entre ces deux voisins est souvent considérée comme l'un des piliers les plus stables de la galaxie diplomatique européenne. Depuis la création des premières communautés européennes dans les années 1950, la France a fait de cette relation l'un des axes majeurs de sa politique étrangère, au point d'en oublier régulièrement que les intérêts des deux États pouvaient prendre des trajectoires divergentes et même radicalement opposées dans bien des domaines particulièrement stratégiques (énergie, défense, espace, etc.). La signature du traité de l'Élysée le 22 janvier 1963 — texte destiné à sceller la réconciliation historique entre la France du général de Gaulle et l'Allemagne fédérale du chancelier Konrad Adenauer — avait pourtant été suivie d'un brutal rappel à l'ordre de ce qu'étaient les intérêts vitaux de l'Allemagne d'après-guerre, montrant à quel point cette relation pouvait être basée sur de profonds malentendus.

En effet, le 15 juin 1963, le Bundestag ratifia le traité de l'Élysée en ajoutant un préambule qui mettait à bas les principes défendus par la France lors de sa signature et qui rappelait en fait ce que l'Allemagne considérait désormais comme ses intérêts les plus vitaux, à savoir : l'étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique ; la nécessaire admission du Royaume-Uni dans ce qui était alors la Communauté

économique européenne (il est admis le 1^{er} janvier 1973 pour finalement quitter l'Union européenne le 31 janvier 2020 à la suite du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016) ; l'existence d'une défense commune dans le seul cadre de l'Alliance de l'Atlantique nord (et non d'une défense européenne indépendante des États-Unis) ; et enfin, l'existence d'une politique commerciale faisant de l'Atlantique nord un espace économique unifié, contrairement à la volonté du général de Gaulle de faire de l'Europe une « grande puissance » économique indépendante des États-Unis.

“ La guerre en Ukraine ne fera donc que plus encore précipiter la Russie dans les bras de la Chine, politique que craignait pourtant au plus haut point Vladimir Poutine qui souhaitait conserver un équilibre entre ses intérêts à l'ouest et à l'est. ”

Les Allemands, dans ce préambule du 15 juin 1963, ont tracé leurs lignes rouges et la crise ukrainienne est venue rappeler que la plus belle amitié du monde devait tenir compte de réalités géopolitiques bien plus conséquentes qu'une simple volonté de faire de l'axe franco-allemand la clef de voûte d'une construction européenne de moins en moins en cohérence avec ce que voulait en faire la France dans les années 1960 et 1970. N'ayant pas conceptualisé de véritable alternative à la relation franco-allemande parmi ses intérêts diplomatiques les plus stratégiques, ses difficultés budgétaires, industrielles et politiques des trente dernières années ont conduit la France dans une sorte d'impasse politique et diplomatique que la crise ukrainienne ne fait aujourd'hui que souligner.

La crise ukrainienne a montré que la défense européenne, du moins dans l'approche française traditionnelle, n'existait pas et que l'Allemagne, comme les autres États européens, s'abritait sous le parapluie de l'OTAN, avec les États-Unis comme grande puissance protectrice. De fait, l'OTAN est l'outil de défense de l'Europe, et les États-Unis sont, depuis 1945, le passager clandestin de la défense européenne. Les États-Unis représentent à eux seuls plus de 2,5 fois les budgets de défense de tous les autres États membres de l'OTAN, y compris la France. Ils sont donc les leaders naturels de l'Alliance atlantique, et la crise ukrainienne est venue rappeler à la France qu'il n'existait pas de défense européenne et qu'elle n'était franchement pas à l'ordre du jour, ni aujourd'hui ni demain.

La France avait la volonté de faire exister une défense européenne « autonome », en s'appuyant sur des institutions européennes comme l'Agence européenne de défense (AED), l'Organisation conjointe de coopération d'armement (OCCAR), différentes structures de l'Union européenne comme la direction générale de l'industrie, de la défense et de l'espace (DEFIS) — qui dirige les activités de la Commission européenne dans ces secteurs industriels — et sur des outils comme le plan en matière de sécurité et de défense du Conseil européen





approuvé en décembre 2016, ou les coopérations structurées permanentes (CSP) — destinées à renforcer la coopération en matière de défense entre les États membres désireux d'approfondir ce type de coopération.

Mais ces structures et ces outils ne peuvent pas s'opposer aux lourdeurs stratégiques que la crise ukrainienne est venue renforcer. Sans même parler des guerres commerciales et industrielles de haute intensité que se livrent la France et l'Allemagne sur les marchés mondiaux des frégates et des sous-marins à propulsion diesel-électrique, les partenariats industriels de défense franco-allemands, déjà sujets à questionnements depuis de nombreuses années, sont les premières victimes de la guerre en Ukraine, avec les États-Unis en embuscade.

En fait, la France et l'Allemagne s'étaient engagées depuis plusieurs années sur un ensemble de programmes militaires ambitieux, visant à les doter, avec certains de leurs partenaires industriels traditionnels, comme l'Espagne, de capacités modernisées et visant à répondre à certains des principaux défis de sécurité du XXI^e siècle en matière capacitaire. Parmi ces différents programmes franco-allemands, auxquels s'agrégent des pays tiers, on peut citer la version Mark III de l'hélicoptère de combat Tigre, le programme d'avion de patrouille maritime MAWS (*Maritime airborne warfare system*) qui devait prendre la succession de l'Atlantic 2, le drone européen Eurodrone porté par Airbus, le char de combat de nouvelle génération dit MGCS (*Main ground combat system*) entre le Français Nexter et l'Allemand Krauss-Maffei Wegmann (KMW) (6), ou encore le projet de futur avion de combat de cinquième génération intégré au SCAF — ou Système de combat aérien du futur — entre Dassault et Airbus Allemagne (7), lancé le 13 juillet 2017 et *a priori* approuvé par la Commission du budget du Bundestag le 23 juin 2021.

Mais la crise russo-ukrainienne est venue bouleverser ce qui était de toute façon, bien avant le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine, un objet récurrent de tensions entre Français et Allemands. De fait, pour préserver ses intérêts industriels aux États-Unis ou en Chine dans différents domaines d'activité (l'automobile en particulier), l'Allemagne est sous très forte pression américaine, depuis l'élection de Joe Biden, pour acheter des équipements sur étagère et est en



train de brader les coopérations industrielles franco-allemandes (8) au prix de sa sécurité industrielle.

Pour reprendre dans l'ordre les programmes énumérés plus haut, la version Mark III de l'hélicoptère Tigre a été lancée le 5 mars 2022, sans l'Allemagne. L'OCCAR a notifié un contrat à Airbus Helicopters pour le développement, la production et le soutien initial du programme Tigre Mark III au nom de la Direction générale de l'armement (DGA) pour la France et de la Dirección general de armamento y material (DGAM) pour

à doter les forces armées allemandes de 44 à 60 hélicoptères de transport lourd pour remplacer ses CH-53G « Stallion » qu'elles utilisent depuis les années 1970. Sur MAWS, après l'accord d'exportation de cinq appareils donné par le département d'État le 12 mars 2021, l'Allemagne s'est engagée dans la signature d'un contrat de 1,43 milliard d'euros avec Boeing pour équiper sa marine de cinq patrouilleurs maritimes P-8A Poseidon (10) — une décision qui met très gravement en danger l'existence même de MAWS et qui a contraint la France, le

“ La crise ukrainienne a montré que la défense européenne, du moins dans l'approche française traditionnelle, n'existait pas et que l'Allemagne, comme les autres États européens, s'abritait sous le parapluie de l'OTAN, avec les États-Unis comme grande puissance protectrice. ”

l'Espagne. L'Allemagne pourrait acheter en lieu et place du Tigre Mark III l'hélicoptère de combat AH-64E Apache (9). En plus de l'Apache, début avril 2022, le constructeur américain Sikorsky, filiale du groupe Lockheed Martin, a dévoilé son offre pour le programme « Schwerer Transporthubschrauber » (STH), qui vise

7 juillet 2021, à se lancer dans un projet indépendant basé sur l'avion d'affaires Falcon 10X de Dassault Aviation, en coopération avec Thales.

Sur Eurodrone, la branche allemande d'Airbus a pesé de tout son poids pour écarter le français Safran et son moteur Ardenne le 25 mars 2022 pour la future

Photo ci-dessus :

En mars 2022, l'Allemagne — qui a décidé de débloquer 100 milliards d'euros pour moderniser sa défense — a annoncé sa décision d'acquérir jusqu'à 35 avions de combat F-35 (ici en photo) pour remplacer sa flotte vieillissante de Tornado. Une décision qui, selon Berlin, ne remettrait pas en cause le programme SCAF développé avec la France et l'Espagne et censé succéder au Rafale et à l'Eurofighter à l'horizon 2040. Si le succès du F-35 en Europe rappelle aux Européens la nécessité de développer leur propre programme, le projet du SCAF est en situation de blocage en raison des désaccords entre les industriels français et allemands. (© Lockheed Martin)





Points chauds



propulsion de ce drone MALE et lui préférer General Electric, qui propose un moteur dérivé du Catalyst, et plus précisément quatre de ses filiales en Europe, dont Avio en Italie. Cette situation a contraint la ministre française des Armées, Florence Parly, et son homologue espagnole, la ministre de la Défense Margarita Robles, à déclarer le 28 mars 2022 : « Si au moment où les pays de l'Union européenne décident de renforcer leurs investissements, le paradoxe serait que ces investissements bénéficient principalement à des industries non européennes. Il faut donc que cet argent des Européens serve à ces industries européennes, à grandir, développer des technologies souveraines. »



Photo ci-dessus :

À l'image de la rénovation de l'hélicoptère d'attaque franco-allemand Tigre (ici en photo), les programmes franco-allemands de coopération de défense (le SCAF, le char MGCS, le missile air-sol MAST-F, l'avion de patrouille MAWS, etc.) patinent toujours, cinq ans après leur lancement par Emmanuel Macron et Angela Merkel. Dans le cas du Tigre, la France a finalement décidé de s'associer avec l'Espagne, tandis que Berlin s'intéresse plutôt à son concurrent américain Apache. Même décision pour le missile franco-allemand MAST-F qui devait équiper le futur Tigre, Berlin optant cette fois pour un missile israélien. (© Airbus Helicopters)

Sur le projet de blindé MGCS, la messe n'est pas dite à ce stade, mais la guerre que se livrent l'allemand Rheinmetall et le français Thales pour la maîtrise d'œuvre de la fonction système de systèmes MILSA (*MGCS industrial lead system architecture*), qui doit mettre de la cohérence dans tous les systèmes et sous-systèmes du programme MGCS et les intégrer, dans un contexte de retour de la guerre des blindés en Ukraine, pourrait rebattre toutes les cartes du programme MGCS, voire menacer l'existence de ce programme.

Enfin, sur le projet SCAF, la décision de l'Allemagne prise le 14 mars 2022 et annoncée par la ministre de la Défense, Christine Lambrecht, d'acheter 35 avions de combat F35 JSF à Lockheed Martin est certainement venue donner le coup de poignard dans le dos à ce projet franco-allemand — au nom, entre autre, de l'urgente nécessité de s'équiper d'avions emportant des charges nucléaires américaines, en réponse à une éventuelle menace nucléaire russe. Acheter ce type d'avions, avec toutes les infrastructures et la logistique qui vont avec, c'est en fait s'équiper pour au moins trente ans. Il est donc bien difficile d'imaginer où pourrait se loger le projet SCAF dans un tel agenda.

Conséquences pas tout à fait inattendues de la guerre en Ukraine, la politique stratégique russe a donc non seulement réussi à sortir pour longtemps l'OTAN de « sa mort clinique », mais elle a aussi sonné l'hallali des coopérations majeures d'armement franco-allemandes déjà fort mal en point depuis quelques années, loin des mythes d'un couple franco-allemand moteur de l'Europe.

Au-delà des questions militaires liées aux opérations russes et aux conséquences qu'il faudra rapidement tirer en matière de capacités opérationnelles et de doctrines d'emploi, la crise ukrainienne oblige à repenser la sécurité globale de l'Europe et à se préoccuper au premier chef de son approvisionnement en matières premières et en biens industriels. Comme toute crise, la guerre en Ukraine aura des conséquences multiples et contrastées pour les pays européens. La conséquence la plus évidente est de redonner une légitimité à l'OTAN, que l'organisation n'avait en fait jamais vraiment perdue mais que certains croyaient dépassée. La seconde conséquence est d'obliger à complètement repenser les politiques énergétiques européennes en matière de sources d'approvisionnement et de mix énergétique. Enfin, comme je pense l'avoir expliqué dans cet article, il est temps de se pencher sur l'état de la relation franco-allemande et de réaliser que l'Allemagne n'est pas forcément notre meilleur allié.

Christophe-Alexandre Paillard

Notes

(1) L'auteur s'exprime à titre personnel et ne représente le point de vue d'aucune institution.

(2) Ces théories sont nées des concepts géostratégiques de Nicolas John Spykman sur le Rimland et d'Harald John Mackinder sur le Heartland. Voir l'ouvrage d'Olivier Zajec, *Nicolas Spykman, l'invention de la géopolitique américaine*, Sorbonne Université Presses, 2016.

(3) Je renvoie à mes articles disponibles en ligne sur la question russe et l'énergie, entre autres : « Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique », *Russie.Nei.Visions*, IFRI, n°17, mars 2017 (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_Gazprom_paillard_francais_mars2007.pdf) et « Russie, Ukraine, Union européenne : faux-semblants et perspective », *Revue internationale et stratégique*, IRIS, n°84, 2011/4, pp. 85-93 (<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategie-2011-4-page-85.htm>).

(4) KU Leuven, « Metals for Clean Energy: Pathways to solving Europe's raw materials challenge », avril 2022 (<https://eurometals.eu/media/jmxf2qm0/metals-for-clean-energy.pdf>) : ce rapport rappelle à quel point les pays européens auraient besoin de s'organiser pour leurs ressources stratégiques.

(5) Voir le site du Cerema (<https://www.cerema.fr/fr/evenements/ter-assises-securite-globale-territoires>).

(6) Voir l'annonce du lancement de ce projet sur le site de Nexter publiée le 20 juin 2018 (<https://www.nexter-group.fr/actualites/nos-dernieres-actualites/kmw-et-nexter-unissent-leurs-forces-sur-le-futur-systeme-de>).

(7) Le projet est un ensemble de systèmes d'armes aériennes interconnectés. Il est présenté le site de la *Revue de la Défense Nationale* (<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article-cahier.php?cartic-le=1048cidcahier=1182>).

(8) Le journaliste Michel Cabirol ne cesse depuis plusieurs années d'expliquer ce problème, comme le montre son article « Mais que va répondre la France challengée par l'Allemagne dans la défense ? », *La Tribune*, 22 mars 2022 (<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/mais-que-va-repondre-la-france-challengee-par-l-alle-magne-dans-la-defense-906583.html>).

(9) Gareth Jennings, « Berlin Security Conference 2021: Germany shows interest in Apache gunship », *Janes*, 24 novembre 2021 (<https://www.janes.com/defence-news/air-platforms/latest/berlin-security-conference-2021-germany-shows-interest-in-apache-gunship?fr=operanews>) : la Bundeswehr serait tentée par la solution américaine, en particulier par l'Apache, ce qui a été confirmé par le constructeur Boeing le 20 novembre 2021 et lors de la Berlin Security Conference des 24 et 25 novembre 2021.

(10) Le *Poseidon*, qui est un Boeing 737-800ERX militarisé, est déjà produit et équipe six forces armées.